

« Combien de temps faudra-t-il à l'Europe pour se réveiller ? »

Selon Marcel Gauchet, l'Europe ne s'est jamais définie. L'arrivée de Trump l'oblige à le faire. Mais en est-elle capable ?

Le philosophe et historien français Marcel Gauchet est l'auteur, chez Gallimard, d'une somme sur la démocratie libérale, *L'avènement de la démocratie*, dont le quatrième volume, *Le nouveau monde*, vient de sortir de presse. Nous l'avons rencontré - en marge d'une conférence qu'il a donnée à Wolubilis - pour évoquer ce modèle politique, qui semble à bien des égards à bout de souffle.

Qu'est-ce qui explique la défiance dont la démocratie libérale est désormais l'objet ?

Commençons par nous rassurer : le fonctionnement de la démocratie représentative, ou parlementaire, est en cause mais pas son principe : personne ne parle de mettre autre chose à la place. C'est tout même un garde-fou très important. Le sentiment général, je crois, qui est propre à une grande partie des populations dans toutes les démocraties occidentales, c'est d'une part d'avoir perdu le contrôle de la vie collective, de vivre dans une société que personne ne maîtrise plus, et d'autre part, le sentiment de ne

plus avoir de leviers politiques par rapport à ces situations. C'est ce qui est le plus angoissant en fait, parce que tant qu'on a le sentiment qu'il y a une réponse politique possible, ne serait-ce qu'un instrument - on peut chasser des gouvernements qu'on estime insuffisants et on mettra d'autres qui sauront faire... Mais là, c'est l'instrument lui-même qui manque.

D'où vient ce malaise ?

C'est un phénomène très global, qui comporte beaucoup de niveaux. Je pense qu'il y a d'abord, à un niveau très élémentaire, l'état de la société. Nous vivions dans des sociétés assez bien intégrées, assez stables, avec une assez grande prévisibilité des comportements autour de soi - on les appréciait ou pas, mais on savait à quoi s'en tenir. Là, on est dans ce que le sociologue Zygmunt Bauman appelait une « société liquide » : un monde insaisissable, sur lequel la possibilité d'avoir un ensemble de repères prévisibles a disparu. C'est lié à un autre phénomène essentiel, qui est l'individualisation de nos sociétés. C'est un mot auquel on peut faire dire tout et n'importe quoi, mais on peut au moins s'accorder sur une chose : c'est qu'à un certain degré d'individualisation, vous avez tout simplement l'imprévisibilité des comportements des uns et des autres. Ce sentiment très angoissant d'être dans un paysage sur lequel, si je puis dire, même votre voisinage vous échappe complètement, est anxiogène. D'autant qu'il y a une crise de la politique et une crise de la représentation dans nos sociétés. Nous sommes entrés dans un monde dont nous n'avons pas une représentation, au sens intellectuel du mot, du coup, les « représentants » donnent l'impression de ne même pas comprendre ce

qu'ils ont à faire. Ce sont toutes ces anxiétés troubles qui se répètent, pour créer ce sentiment de malaise qu'on retrouve dans toutes les démocraties occidentales, à des degrés divers.

Ce malaise s'exprime politiquement par l'émergence de personnalités que l'on taxe de « populistes »...

Cette étiquette est venue en remplacer une autre : celle de « fasciste », qui nous ramenait au passé. Tout le monde a compris - c'est un progrès ! - que nous avions affaire à autre chose, qui est neuf, et qui est à la mesure de d'une situation elle-même très différente de celle du siècle dernier. Acceptons donc cette étiquette de « populiste », qui a l'inconvénient d'être vague mais qui a la vertu élémentaire d'indiquer la dimension de protestation populaire qui est indéniablement présente derrière ces phénomènes. Des phénomènes qui, je crois, correspondent à une aspiration - confuse, vague, qui a du mal à s'exprimer - à une sorte de cohérence collective dont on a le sentiment qu'elle est perdue. C'est donc un mélange de sentiments qui peuvent être contradictoires et même assez antipathiques à certains égards, car quand on cherche à retrouver le contrôle, c'est souvent au détriment des autres, mais il y a en même temps cette aspiration, que les démocraties peuvent difficilement ignorer, à une puissance collective qui soit capable d'opérer pour définir les règles de la vie en commun.

Une version plus honorable est le « souverainisme »...

Il faudrait définir le mot car, à un niveau fondamental, il n'y a pas de démocratie sans souveraineté : le pouvoir de décider qui appartient l'ensemble de la communauté politique. Pour se

contenter de l'essentiel, je dirais c'est une réponse à la situation créée par la globalisation, dont on voit bien dans son développement d'aujourd'hui, qu'elle a pour effet de disloquer littéralement les sociétés, de les découper entre ceux qui sont en mesure de profiter de l'ouverture à l'extérieur – en fait, qui jouent deux cartes : qui sont du dedans et du dehors – et entre ceux qui sont condamnés à rester enfermés, d'une certaine manière, dans l'espace local. Ce qui est étonnant, c'est que ce phénomène a une traduction sociologique est en train de déplacer toutes les sociétés politiques. Francis Fukuyama, qui est très mauvais philosophe de l'Histoire mais un très bon observateur politique, a eu cette formule étonnante : « Aujourd'hui, les classes sociales, c'est le diplôme ». C'est une définition que Marx n'aurait guère reconnue mais qui dit quelque chose. En effet il y a une division de nos sociétés qui se fait selon le niveau d'éducation et qui, en fait, s'emboîte sur cette fracture créée à l'intérieur de nos sociétés par la globalisation, avec des effets que nous ne maîtrisons pas. Je crois que c'est ce désir fondamental de retrouver un intérêt commun qui est dans la dynamique propre de ces mouvements. C'est ce qui explique que des pays aussi diffé-

« À la base, la mondialisation n'est pas un phénomène économique mais politique »

rents que les États-Unis et les démocraties sociales européennes puissent présenter, finalement, des comportements politiques très analogues.

Comment sortir de la dépression actuelle ?

Pour en sortir, il faut sérieusement se pencher sur ce qui est l'œuvre dans ce que nous appelons « globalisation » ou « mondialisation » – qui n'est pas un phénomène économique, à mon sens. C'est un phénomène qui prend des aspects économiques, évidemment, qui crée même pour ainsi dire une sorte de civilisation économique planétaire, mais qui a la base est un phénomène politique. C'est un nouveau mode de coexistence des sociétés humaines, qui est lié à la disparition de ce qui paraissait l'aubaine de l'espèce humaine depuis qu'elle existe, c'est-à-dire son organisation sous forme d'empire, que nous appelions, dans notre langage plus récent des « superpuissances » ou les « blocs ». Il n'y a plus de blocs, c'est un univers multiple, ouvert, parce que le niveau d'existence des sociétés le suppose. Et l'économie s'est engouffrée là-dedans, parce que pour le capitalisme, c'est une aubaine extraordinaire – il y aspirait depuis le début. C'est pour cela que le scénario apocalyptique ne me paraît pas du tout inéluctable : nous sommes devant le moment où nous nous apercevons qu'il faut organiser cette mondialisation. Et l'organiser politiquement pour, précisément, ne pas laisser une espèce de ventre mou à l'intérieur duquel le crime organisé aussi bien que les multinationales trouvent leur compte et font leur chiffre d'affaires.

Donald Trump entend se recentrer sur l'Amérique. Ne pourrait-ce être la chance de l'Europe,

pour se redéfinir ?

Si, mais combien de temps lui faudrait-il pour se réveiller ? Mais, effectivement, c'est une chance historique pour que l'Europe fasse le travail, qu'elle n'a jamais fait, de se définir, comme pôle civilisationnel indépendant. L'Europe a été créée dans le contexte de la Guerre froide. L'« alliance occidentale » était d'évidence : nous partagions avec les États-Unis – et nous continuons à partager – des valeurs fondamentales qu'il s'agissait de défendre. Cette équation initiale fait que jamais l'Europe ne s'est définie. Qu'est-ce que nous portons de spécifique, que nous avons à défendre de manière indépendante ? Malheureusement, je suis prêt à penser que cette conscience avancera plus dans la tête des peuples que dans la tête des dirigeants... ■

**Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON**